

Après le premier tour : mobilisation générale

vendredi 27 avril 2007, par [BESANCENOT Olivier](#), [DUVAL François](#) (Date de rédaction antérieure : 26 avril 2007).

Sommaire

- [Après le premier tour](#)
- [Mobilisation générale](#)

Après le premier tour

Olivier Besancenot

Le 22 avril, 4,08 % d'électeurs et d'électrices se sont rassemblés autour de ma candidature. Malgré la pression du vote utile, près d'1,5 million d'électeurs et d'électrices ont porté leurs suffrages sur mon nom. C'est un encouragement précieux pour les luttes de demain. Je remercie ceux et celles qui viennent de voter pour moi. Nous avons réussi, ensemble, dans cette campagne, à répondre aux attentes sociales : pour le droit à l'emploi, l'augmentation du pouvoir d'achat ou encore le droit au logement, le Smic à 1 500 euros net, l'augmentation de tous les revenus de 300 euros net, la réquisition des logements vides, l'interdiction des licenciements et la lutte contre les discriminations... Autant de questions désormais installées dans la société et dans le monde du travail ; autant de mobilisations à venir pour faire entendre notre voix et notre force.

Avec plus de 31 % des voix, le candidat UMP vient de montrer sa force. Si on ajoute à ses voix réactionnaires, l'électorat de droite traditionnel de l'UDF, les voix de Le Pen et de De Villiers, cela représente un total droite-extrême droite proche de 60 % des votes. Pourtant, depuis cinq ans, la droite mène une politique de démolition systématique de nos conquêtes sociales, et Sarkozy veut appliquer à la société française le traitement de choc du Medef. C'est-à-dire plus d'inégalités, plus d'injustices et moins de libertés. Pour la première fois depuis 1981, un vote sanction de l'équipe en place ne s'exprime pas. Au contraire, Sarkozy est parvenu à allier continuité et rupture avec l'héritage chiraquien. Il a, pour l'heure, réussi son pari de faire baisser le Front national de manière significative, pour la première fois depuis le milieu des années 1980. Le Pen est exclu de la compétition et c'est une excellente nouvelle. Mais Sarkozy recycle dans son discours une partie du programme et des idées du FN... qu'il compte appliquer au pouvoir ! De même, a-t-il su récupérer le « non » nationaliste, cocardier, qui s'était exprimé, le 29 mai 2005, autour des campagnes du Front national et de De Villiers. Chassant sur les terres du FN, cet homme et son programme sont un danger majeur immédiat.

Personne n'est propriétaire de ses voix et chacun, chacune, est évidemment libre de son vote le 6 mai. Mais, depuis cinq ans, la LCR combat la politique de Chirac et de ses Premiers ministres, dans la rue comme dans les urnes. Et, évidemment, la politique sécuritaire de Sarkozy. C'est en ce sens que je vous appelle, le 1^{er} Mai, à manifester dans toutes les villes de France pour les mesures d'urgence sociale que j'ai défendues dans cette campagne et contre le projet antisocial de Sarkozy. Le deuxième tour prend nécessairement l'allure d'un référendum anti-Sarkozy pour tous ceux et toutes celles qui entendent résister à sa politique. Le 6 mai, nous serons du côté de ceux et celles qui veulent empêcher Nicolas Sarkozy d'accéder à la présidence de la République. Il ne s'agit pas de

soutenir Ségolène Royal, mais de voter contre Nicolas Sarkozy.

Face à cette droite dure, le Parti socialiste et sa candidate ne sont pas à la hauteur. Ce coup-ci, le PS bénéficiait de trois facteurs favorables par rapport à 2002. La gauche était dans l'opposition, n'avait pas de bilan immédiat à porter et pouvait surfer sur le rejet de la politique brutale de la droite. Les dirigeants socialistes ont pu également tirer la corde du vote utile afin d'éviter un nouveau 21 avril 2002. Et, enfin, en obtenant le ralliement de Taubira, pour le Parti radical de gauche (PRG), et de Chevènement, pour le Mouvement républicain et citoyen (MRC), Ségolène Royal s'est évitée une compétition qui avait tant coûté à Jospin. J'ai proposé, tout au long de cette campagne, une redistribution des richesses. Je constate que ce n'est pas le projet du PS, qui se situe sur le même terrain que la droite en acceptant le libéralisme et en saluant les profits des grandes entreprises. C'est pourquoi, la LCR ne se situe pas en soutien à Ségolène Royal. Désormais, il semble bien que la direction du PS et sa candidate lorgnent vers l'UDF et projettent un nouveau déplacement vers la droite pour l'emporter dans quinze jours.

J'appelle celles et ceux qui se sont reconnus dans nos propositions à se regrouper pour qu'ensemble nous puissions créer une force susceptible de les défendre dans les mobilisations sociales. Quelle que soit la présidence qui sortira des urnes le 6 mai, il faudra continuer à s'opposer aux politiques libérales et la LCR continuera à œuvrer pour l'unité la plus large possible dans les luttes à venir. Et ce, si Sarkozy devait malheureusement l'emporter le 6 mai, mais également si Ségolène Royal était élue, afin qu'elle connaisse une opposition à sa gauche et pas seulement à sa droite.

Nous avons besoin d'une nouvelle force anticapitaliste. Pour être utile dans les luttes et les résistances, en s'appuyant sur la nouvelle génération politique qui émerge, après les mobilisations contre le CPE, dans les banlieues et dans les entreprises. La LCR vous propose de construire ensemble cette force capable de combattre le capitalisme et d'offrir l'espoir qu'un autre monde est possible.

Mobilisation générale

François Duval

Après le premier tour de l'élection présidentielle, l'heure est naturellement à la mobilisation contre Sarkozy, tant sur le terrain de l'alternative politique que sur celui des luttes sociales. Dans un contexte difficile, les résultats du premier tour confèrent à la LCR une responsabilité particulière, notamment pour l'espace politique situé à la gauche du PS et du social-libéralisme. C'est pourquoi nous avons décidé, afin de poursuivre la discussion, de rencontrer les forces nationales ayant participé au débat présidentiel : le PCF, le courant autour de José Bové et Lutte ouvrière.

À Paris, comme en régions, les manifestations du 1^{er} Mai doivent être l'occasion de poser, dans la rue, les bases d'une contre-offensive du monde du travail, qui devra se prolonger bien après le second tour. Ce n'est pas l'ouverture d'un débat sur... l'ouverture au centre, ni les appels du pied à François Bayrou qui peuvent stimuler une dynamique réelle capable de battre Sarkozy. Il faut, comme nous l'avons fait dans la campagne d'Olivier Besancenot, remettre inlassablement au centre du débat les questions sociales et démocratiques, les mesures d'urgence qui permettent de mobiliser les couches populaires, les salariés et la jeunesse. Parce qu'elles font la différence entre la gauche et la droite, et qu'elles proposent des objectifs qui valent la peine d'engager le combat social, quelle

que soit l'issue du scrutin.

Et quel meilleur moment pour construire la riposte et focaliser l'attention et la réflexion sur la solidarité internationale, la défense des droits des femmes, les questions sociales, la lutte pour l'emploi, le service public et la répartition égalitaire des richesses que les défilés du 1^{er} Mai, vieille tradition du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux ? C'est là un hasard bienvenu du calendrier : avant de passer par les urnes, le 6 mai, c'est dans la rue que débute le vaste référendum populaire contre Sarkozy et le Medef. Le 1^{er} Mai, toutes et tous dans la rue !

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2203 du 26 avril 2007.